



ATTACtique

attac

Sommaire

P. 2 Communiqué d'ATTAC sur les attentats

P.3 Militer dans un groupe Jeunes ATTAC

P.4 L'annulation de la dette des pays du Sud

P. 5 L'éducation, grand enjeu des multinationales

P. 6 Agenda

P. 7 à 10 Dossier : retour de Gênes

P. 11 L'actualité de la taxe Tobin

P. 12 Stratégies pour un travail équitable

P. 13 Précarité et «mondialisation»

P. 15 et 16 Passez à l'ATTAC !

L'actualité de cette rentrée a été particulièrement chargée: les attentats qui ont frappé les Etats-Unis le 11 septembre ont considérablement bouleversé la donne sur le plan international. Nous condamnons de la façon la plus absolue un acte d'une telle barbarie, qu'aucune cause ne saurait justifier. Notre «travail» ne s'arrête cependant pas là: au-delà de l'émotion, il faut s'interroger sur ce qui a rendu possible l'expression d'une telle violence et sur les moyens de l'empêcher à l'avenir. La question des paradis fiscaux, par exemple, - question que soulève notre association depuis son émergence en 1998 - apparaît particulièrement pertinente : les réseaux terroristes ne disposeraient pas d'autant de moyens si un peu d'ordre régnait au sein de la finance internationale, si l'argent des différents traffics (armes, drogues, ...) n'était pas aussi facilement blanchi.

Comme le met en avant le communiqué officiel d'ATTAC (page 2), l'issue se situe dans le mouvement actuel pour une autre mondialisation: l'intervention choc qu'ont lancée les Etats-Unis le 7 octobre ne résoudra rien; ce qu'il faut, c'est refuser le choix mortifère entre le désordre libéral et la logique terroriste et affirmer qu'un autre monde est possible. Un immense espoir s'est en effet levé à Gênes en juillet dernier (voir notre dossier spécial, pages 7 à 10) : alors que les gouvernants des huit pays les plus riches du monde prétendaient régler entre eux le sort de l'ensemble de l'humanité, nous nous sommes retrouvés plusieurs centaines de milliers (entre 200 et 300 000, selon les estimations) à revendiquer un autre monde, un monde où nous ne serions pas traités comme de simples marchandises, un monde respectueux de l'environnement et garantissant un développement durable pour l'ensemble des pays de la planète, un monde où la concurrence la plus sauvage ne serait pas la seule règle en vigueur, un monde démocratique et visant à l'instauration d'une plus grande justice sociale.

La mondialisation n'est pas un mal en soi: nous sommes pour l'ouverture des frontières, pour qu'il y ait davantage d'échanges entre les différents pays, pour que les hommes et les femmes puissent librement circuler et s'installer où bon leur semble. L'article de Lionel p. 13 montre que la mondialisation entendue comme l'internationalisation des échanges n'est pas «coupable». En revanche, la logique qui accompagne aujourd'hui le processus de mondialisation est coupable: le marché s'attaque à des domaines toujours plus grands de nos vies et les conséquences s'en font de plus en plus nettement sentir (voir l'article de Serge sur l'éducation p. 5), les économies des pays du Sud sont asphyxiées sous le poids de la dette (voir l'article de Stéphane p. 4), le désengagement des Etats nuit à la qualité du service public et contribue à accroître les inégalités au sein des pays, ... Nous devons explorer d'autres voies et proposer des solutions alternatives au désordre libéral mondial. La réflexion de Manuel (voir p. 12) sur le travail équitable constitue l'une de ces voies. L'instauration à l'échelle mondiale d'une taxe Tobin est plus que jamais une nécessité : L. Jospin a abordé la question cet été (voir l'article de Matthieu p. 11) et il faut lui faire comprendre qu'il ne sert à rien de se contenter d'en parler quand on a les moyens politiques de la mettre en oeuvre en France et de l'impulser à l'échelle européenne et mondiale.

Tout cela montre à quel point il est aujourd'hui nécessaire de se mobiliser et de s'organiser pour être de plus en plus nombreux à s'opposer à la logique qui domine aujourd'hui le monde. C'est ce que nous faisons en militant à ATTAC (voir l'article collectif d'Aix-en-Provence p. 3) et nous espérons que la lecture de ce journal te donnera envie de nous rejoindre. Pour finir, deux grands rendez-vous : le 10 novembre, les manifestations contre les négociations de l'OMC et du 13 au 15 décembre le contre-sommet de l'Union européenne à Bruxelles. Les prochains numéros d'ATTACtique y reviendront. A suivre...

Communiqué d'ATTAC suite aux attentats

Contre la logique de guerre, contre le pouvoir du capital et de la finance sans loi.

Les conditions d'une paix durable

Au lendemain des attentats terroristes perpétrés aux Etats-Unis, Attac exprimait son émotion devant les victimes et sa solidarité envers leurs familles et le peuple américain. Ces actes criminels sont une expression de plus de cette barbarie qui a fait tant de victimes au XXe siècle. Faut-il le redire ? Notre condamnation est absolue : aucune cause ne saurait les justifier, rien de positif pour les peuples ne peut en sortir. Au-delà de l'émotion et de la sympathie envers les victimes, il faut maintenant analyser les raisons profondes de tels actes, et débattre des moyens de les éviter dans l'avenir. Il faut ici rejeter toute explication simpliste et réductrice. Non, les attentats terroristes ne relèvent pas d'un "choc de civilisations" qui opposerait l'"islam" à l'"Occident". Une telle analyse correspond, en fait, à ce que les groupes intégristes de tout bord voudraient imposer dans la réalité. Les sociétés, au contraire, sont diverses, souvent multiculturelles et, surtout, elles subissent la domination d'un capitalisme de plus en débridé n'ayant que le profit égoïste de quelques-uns pour moteur, créateur d'inégalités sociales et plongeant les trois cinquièmes de l'humanité dans la misère.

C'est dans cette oppression et dans les conflits volontairement non résolus qu'il faut chercher l'ancrage du fanatisme et de la haine. Le terrorisme prend racine dans le désespoir et la souffrance des peuples, qu'il exploite à ses propres fins. Vouloir le combattre, c'est d'abord avoir la volonté de mettre fin à une situation insupportable pour des populations entières ; c'est refuser la transformation progressive, exigée par les multinationales, de toutes les activités humaines en marchandises ; c'est accepter de prendre des mesures qui remettent en cause la logique libérale et, plus généralement, l'égoïsme capitaliste.

En refusant le choix mortifère entre le désordre libéral et la logique terroriste, le mouvement actuel contre la mondialisation libérale est porteur d'un nouvel espoir. Parce qu'il combat pour que les peuples du monde puissent avoir prise sur leur vie, pour que la démocratie citoyenne l'emporte sur la globalisation financière, il permet de redonner une vigueur nouvelle à l'espérance d'une vie meilleure. Mouvement international qui transcende les égoïsmes nationaux, il constitue, par son développement, le meilleur rempart contre la haine et le fanatisme.

En ce sens, toute action militaire qui identifierait des populations civiles à une poignée de terroristes aurait seulement pour conséquence d'ajouter la barbarie à la barbarie, et ce pour le plus grand profit de ces derniers. La "croisade" du "bien" contre le "mal", proclamée par le président américain, impose une logique de guerre dont tous les peuples du monde, le peuple américain comme les autres, feront les frais. Elle vise, en réalité, à affermir la domination

politique et stratégique des Etats-Unis et le pouvoir de leurs multinationales sur le reste du monde.

L'hypocrisie de ces déclarations va-t-en-guerre apparaît spectaculairement quand on sait que l'organisation du milliardaire Ben Laden, accusée des attentats actuels, ainsi que le régime oppressif et obscurantiste des talibans en Afghanistan ont bénéficié, par le passé, du soutien actif de Washington, et que le gouvernement américain s'est refusé à toute mesure contre les paradis fiscaux. Il est pourtant de notoriété publique que ceux-ci sont utilisés par les mafias et les mouvements terroristes pour le financement de leurs activités criminelles. George Bush vient tardivement de le reconnaître en annonçant que la "guerre" qu'il entend conduire se livrera, entre autres, sur le terrain financier. D'autres gouvernements jusqu'ici réfractaires à tout contrôle sérieux des places off-shore, comme celui de Londres, lui emboîtent soudain le pas. Comble de l'immoralité du système, et qui confirme qu'on peut y faire de l'argent avec tout, et en particulier avec la mort : il semblerait que Ben Laden, aussi rompu que les traders de Wall Street aux opérations spéculatives les plus opaques et les plus sophistiquées, ait misé et gagné des sommes très importantes en anticipant les conséquences boursières des forfaits commis à New York et à Washington.

Dans cette situation, qui témoigne du bien fondé de ses campagnes contre la finance sans loi et pour la régulation et la taxation de la spéculation et des flux de capitaux, Attac entend moins que jamais renoncer à ce qui est au coeur de son combat : la lutte contre les divers aspects de la mondialisation libérale. Toutes les initiatives prévues auront donc lieu. Sans prétendre à l'exhaustivité, en voici les principales jusqu'à la fin de l'année :

- Les 22 et 23 septembre, à l'occasion de la réunion du Conseil Ecofin à Liège : week-end de mobilisation pour l'instauration d'une zone Tobin en Europe. Attac enverra une délégation à la manifestation syndicale prévue à Liège le 21 septembre, et participera, les 22 et 23 septembre, dans cette même ville, au Congrès européen citoyen organisé par Attac Belgique, en partenariat avec la FGTB, la CSC et la coalition des ONG belges.

- Le 29 septembre, à Paris, Attac participera à la manifestation unitaire pour les droits des femmes en Afghanistan.

- Le 10 novembre, des manifestations unitaires contre l'ouverture d'un nouveau cycle de libéralisation du commerce mondial et contre le rôle actuel de l'OMC auront lieu dans toute la France.

- Les 13, 14 et 15 décembre, Attac participera aux initiatives unitaires prévues à Bruxelles, à l'occasion du sommet des chefs

d'Etat et de gouvernement des Quinze, contre l'Europe libérale et pour les alternatives à lui opposer.

Attac, Paris, 20 septembre 2001

Militer dans un groupe Jeunes ATTAC

Les expériences locales sont une source de réflexion sur la manière de mener une activité efficace. Nous proposons d'évoquer l'expérience particulière du groupe « Jeunes » du comité d'Aix-en-Provence.

Les points positifs

Un premier acquis de cette année a été l'activité du Groupe Jeunes tout au long de l'année universitaire, ce qui n'avait pas pu être le cas l'année précédente. Le Groupe Jeunes a acquis un rôle plus important dans la vie interne de l'organisation et a suscité un véritable intérêt et un soutien de la part des autres membres. Le Groupe Jeunes a su mobiliser et être visible à l'occasion de deux rendez-vous : les sommets de Nice et de Marseille où il pouvait compter sous sa banderole entre 20 et 30 personnes. La conférence de Bernard Guerrien entièrement préparée et organisée par le Groupe Jeunes a été un succès incontestable pour plusieurs raisons : la qualité de l'intervenant, l'implication dans l'événement d'un certain nombre de militants, le public important (190 personnes environ) composé essentiellement de jeunes, ce qui était une nouveauté. Lors de la foire aux associations de la Faculté de Lettres, ATTAC a suscité un intérêt plus que certain, de la part des étudiants (près d'une vingtaine de coordonnées prises) et d'autres organisations (notamment GENEPI). Enfin l'activité militante fondamentale telle que la diffusion de tracts permet non seulement de toucher un certain public, mais aussi de mobiliser un certain nombre de militants et de sympathisants.

Les points négatifs :

La plupart des personnes participant au Groupe Jeunes ne sont pas membres d'ATTAC, alors qu'ils font souvent acte de militantisme en faveur de notre organisation. Cette situation paradoxale entraîne une certaine méconnaissance de la vie d'ATTAC en dehors du Groupe Jeunes et privent ces « militants-externes » de l'information et des analyses prodiguées par ATTAC-France et par ATTAC-Aix-en-Provence. Le Groupe Jeunes n'a pas réussi à dépasser un certain dilettantisme, un manque d'organisation chronique, ce qui a eu pour conséquence une action ayant inévitablement lieu dans l'urgence. Enfin et surtout, le Groupe Jeunes a vu la fréquentation à ses réunions baisser en flèche. Il s'agit du point négatif le plus préoccupant et qui est en grande partie lié au point précédent.

Idées à mettre en oeuvre

- Un rythme régulier, c'est-à-dire mensuel, pour les réunions du Groupe Jeunes avec une date et un lieu fixe pour chaque mois. Cela afin, notamment, d'éviter de fastidieuses « relances » pour chaque réunion.
- Le contenu de ces réunions devra inclure : une information de la vie et de l'activité d'ATTAC, un thème de formation et, surtout, un volet ayant pour sujet la préparation d'actions concrètes, le manque de ce dernier volet semblant être la raison principale du déclin de la participation aux réunions.

- Un affichage annonçant les réunions et les thèmes à la Faculté de Lettres, l'IEP, les MJC, la Fonderie...

- Un effort pour faire adhérer les personnes impliquées dans le Groupe Jeunes à ATTAC.

Il semble que le moyen le plus efficace de mobiliser le Groupe Jeunes semble être de lui confier des « missions », c'est à dire un événement organisé de bout en bout par le Groupe Jeunes. Rétrospectivement, la conférence Guerrien peut être considérée comme une « mission », le fort besoin d'ATTAC en militants devrait conforter cette stratégie d'action. Par ailleurs, le Groupe Jeunes est confronté à la forte rotation propre au milieu étudiant. Il semble qu'une présence visible, grâce à une table, dès le début de l'année est nécessaire pour renouveler le Groupe Jeunes. Enfin une plus grande intégration de la coordination des groupes jeunes et étudiants qui se met en place au niveau national est primordiale, nous espérons y contribuer par ce témoignage et ces propositions.

Max, Emre et Raphael, Aix-en-Provence

Université d'été d'ATTAC...

Du 24 au 28 août se sont réunis à Arles environ 800 adhérents d'Attac pour participer à cinq jours de conférences-débats dont la thématique principale était l'économie. Le but premier était de former les militants aux différentes thématiques d'Attac (services publics, financiarisation de l'économie, rapports Nord-Sud, etc.), ce que la qualité et l'exhaustivité des introductions a permis sans problème. Souvent, elles passaient en revue les différentes analyses, néoclassiques (qui prônent le libéralisme), keynésiennes et marxistes, pour amener chacun à réfléchir aux alternatives possibles, afin de parvenir à un système économique géré selon les besoins, l'intérêt général et non les profits d'une minorité. L'année dernière s'était à peu près limitée à ça. En un an, l'expérience locale des personnes présentes et la mobilisation pour Gênes ont augmenté l'exigence des militants qui n'ont pas hésité à prendre la parole et soulever tout un ensemble de questions et de réflexions, souvent assez radicales, pointant du doigt le fonctionnement du système capitaliste et les effets pervers qu'il génère de façon intrinsèque (inégalités, spéculation, sexisme...). Elles ont porté également sur la recherche de solutions et les moyens de les mettre en place (lobbying ou rapport de forces ?). Les séances en ateliers (petits groupes), tout comme le bilan de Gênes ont de manière générale mis en avant la nécessité de nous relier davantage à la jeunesse et aux syndicats, pour construire des mobilisations de masse. Ce rendez-vous a donc permis à chacun de nous d'apprendre, donner son avis, échanger des expériences pour clarifier ensemble l'avenir d'Attac. Un compte-rendu de ces 5 jours, sous forme d'une publication Attac, devrait paraître rapidement. A lire absolument, et rendez-vous l'année prochaine !

L'annulation de la dette des pays du Sud

La dette constitue pour la plupart des pays du Tiers-Monde un véritable fardeau, une entrave au développement et à la lutte contre la pauvreté. L'endettement extérieur du Tiers-Monde, très faible avant 1968, a été multiplié par douze entre 1968 et 1980. Mais la hausse importante des taux d'intérêt et la chute des revenus d'exportation provoquèrent à partir de 1982 une crise de l'endettement, ces pays disposant de moins de devises et devant rembourser plus, car les emprunts contractés en masse au milieu des années 1970 à des taux d'intérêts très bas étaient indexés. Cela créa un effet « boule de neige » aboutissant à une augmentation mécanique de la dette. Au total, le bilan des années 1982-1998 est très négatif pour les pays du Tiers-Monde : ils ont remboursé plus de quatre fois la somme qu'ils devaient et parallèlement le montant de leur dette a été multiplié par quatre.

De surcroît, depuis l'offensive néo-libérale entamée au début des années 1980, les nouveaux prêts accordés par la Banque Mondiale (BM) et le Fonds Monétaire International (FMI) sont conditionnés à la mise en oeuvre de programmes d'ajustement structurel qui, ayant pour objectif de faciliter le remboursement de la dette, se traduisent notamment par l'accroissement de la part du service de la dette (partie du budget consacrée au paiement des intérêts et au remboursement du capital emprunté) dans les budgets de ces pays et ce notamment au détriment des sommes consacrées à l'éducation et à la santé. Le Cameroun, par exemple, consacre 36 % de son budget au service de la dette, et seulement 4 % pour les services sociaux de base que sont la santé et l'éducation. Le résultat en est un accroissement considérable de la pauvreté et des inégalités dans le Tiers-Monde.

Face à cette situation catastrophique s'est développée une campagne internationale pour l'annulation de la dette du Tiers-Monde. Celle-ci est justifiée car la dette a été largement remboursée ; elle a souvent été contractée par des gouvernements non démocratiques soutenus par les gouvernements du Nord ; le remboursement de la dette détourne des ressources indispensables de la lutte contre la pauvreté, l'analphabétisme, le SIDA, etc. ; on peut également estimer que l'Occident a des dettes vis-à-vis du Tiers-Monde du fait de l'esclavage, de la colonisation et de diverses formes d'exploitation et de pillage des richesses qui se perpétuent d'ailleurs encore aujourd'hui ; la dette des pays du Tiers-Monde – 2500 milliards de dollars – n'est qu'une goutte d'eau dans la dette totale du monde qui s'élève à environ 40000 milliards de dollars dont 15000 pour les seuls Etats-Unis.

En tout cas, à la suite de cette campagne internationale, les pays du G7 décidèrent en juin 1999 à Cologne d'alléger 90% de la dette d'un certain nombre de pays pauvres, pour une somme de 100 milliards de dollars. Cette initiative est contestable car elle vise seulement les pays dont la dette est qualifiée d'« insoutenable » afin de la rendre « soutenable »

et qu'elle soit remboursée. Ainsi, seuls sont concernés les pays pauvres très endettés (PPTE), c'est-à-dire 41 pays sur les 150 que compte le Tiers-Monde, et dont ne font même pas partie Haïti ou le Bangladesh ! De plus, ces allègements sont conditionnés à l'application de réformes d'ajustement structurel, qui ont pourtant montré leurs limites. Tout cela aboutit enfin à des allègements homéopathiques car cette initiative ne concerne que la dette bilatérale (c'est-à-dire la dette contractée à l'égard d'un autre Etat), et avant rééchelonnement (modification des termes d'une dette, par exemple en modifiant les échéances ou en reportant les paiements du principal et/ou des intérêts), c'est-à-dire, pour beaucoup de pays le montant dû avant 1986. Au total, en prenant en compte les 23 pays aujourd'hui « éligibles » pour un allègement, seuls 15 % de la dette des PPTE seront au mieux annulés soit 1,6 % de la dette du Tiers-Monde. Et un tiers des pays éligibles devront rembourser plus en 2005 qu'en 1999 selon la BM (rapports de février 2001), à cause des rééchelonnements. Les effets d'annonce des pays du G7 n'auront donc aucun impact réel sur la dette des pays du Tiers-Monde et sur la pauvreté.

Il semble donc légitime de réclamer l'annulation totale et inconditionnelle de la dette des pays du Tiers-Monde, première condition pour pouvoir combattre réellement la pauvreté, et pour créer les conditions d'un nouveau modèle de développement socialement juste, écologiquement durable, mais aussi participatif, équitable et endogène.

Stéphane, Nanterre

Pour en savoir plus, lire les divers ouvrages d'Eric Toussaint et Arnaud Zacharie, notamment le dernier, *Afrique : Abolir la dette pour libérer le développement*, CADTM-Bruxelles / Syllepse-Paris, 2001. Voir également les sites internet de ATTAC (attac.org), CADTM (<http://users.skynet.be/cadtm/>), Dette 2000 (dette2000.org).



L'Education, grand enjeu des multinationales

Qu'est-ce que l'Education, en tant que service public, en France aujourd'hui ? Dans le modèle républicain, elle poursuit essentiellement quatre buts : apprentissage de la citoyenneté, développement des compétences propres de chacun, offre de chance égales dans la réussite scolaire et enfin préparation à l'insertion professionnelle. Ces quatre objectifs sont plus ou moins bien remplis, mais restent la référence pour la majorité des enseignants dans le système scolaire que nous connaissons. A cette fin, c'est l'Etat qui fixe les règles du jeu : programmes, horaires, recrutement des personnels, effectifs des classes, et finance l'Ecole avec son budget. Le budget de l'Education Nationale est même le premier parmi tous les ministères.

L'Ecole publique est donc un secteur gourmand en finance publique. Si c'était une branche du secteur privé, l'Ecole serait une part importante de l'économie. Au niveau mondial, les dépenses d'éducation sont actuellement de l'ordre du double de celle du marché de l'automobile (1). Il n'en fallait pas plus pour que l'idée germe dans l'esprit de dirigeants de grands groupes industriels de privatiser globalement toute l'Education, vue comme marché gigantesque, donc comme source de profits gigantesques. Certes, cette idée n'est pas neuve, mais elle a reçu un début d'application avec la construction européenne, comme nous le verrons brièvement ci-dessous.

L'Ecole à deux vitesses

Au-delà du poids commercial potentiel, pourquoi vouloir privatiser l'Ecole ? La première grande raison est que l'Ecole privatisée sera un secteur rentable. On imagine facilement, comme cela se passe déjà aux Etats-Unis ou en Europe, qu'une famille sera toujours prête à financer de manière convenable l'éducation des enfants. C'est sans doute un des postes du budget de la famille, avec la santé (2), qui sera le plus choyé. On imagine sans peine quel serait le résultat d'une dérégulation du système public : à un extrême le secteur privé s'occuperait des études des futurs cadres, professions libérales et dirigeants, qui pourraient financer leur études par leur futurs haut-revenu, et à l'autre extrême l'enseignement de base - laissé à l'Etat - des ouvriers et employés les moins qualifiés. On voit se profiler un système d'éducation à deux vitesses, qui serait

en quelque sorte le pendant de la "dualisation" du marché du travail (3). C'est le deuxième danger principal : une Ecole non plus chargée de former des citoyens avec autant que possible de sens critique, mais des employés, peu ou pas qualifiés, destinés à l'entreprise.

Ces considérations ne seraient pas inquiétantes si elles n'avaient pas reçu un commencement d'application. Comme l'expliquent Nico Hirtt et Gérard de Séllys dans leur livre *Tableau noir*, résister à la privatisation de l'enseignement, un lobby nommé *European Round Table* (4) (ERT) œuvre depuis plus de dix ans auprès de la commission européenne pour faire avancer la privatisation de ce secteur. Une

stratégie a été mise au point. L'Education est découpée en quatre niveaux, qui doivent être investis successivement : la formation continue, l'enseignement supérieur, l'enseignement secondaire et enfin l'enseignement primaire. Elle a reçu un accueil assez favorable de l'actuelle commissaire européen à l'Education : Edith Cresson. En France, les changements des contenus des programmes, l'introduction des Travaux personnels encadrés (TPE), du multimédia, sont apparus comme un intervention du monde de l'entreprise. Les partenariats, les stages se développent avec souvent l'assentiment et des élèves et des familles, car ils sont censés faciliter l'insertion profes-



sionnelle.

Ces innovations sont certes timides. Mais comment ne pas s'inquiéter, surtout lorsque l'on a vu durant les années 90 se dérouler à peu près le même scénario avec les télécommunications. Ce secteur a été pratiquement privatisé en Europe (la France résiste bien un peu encore, mais c'est une question de temps) en moins de dix ans.

L'OMC frappe encore plus fort

Et le pire est peut-être à venir : A Doha, au Qatar, l'Organisation mondiale du commerce se réunit afin de lancer le grand cycle de négociation qui avait avorté en 1999 à Seattle. Là, tous les services publics risquent de se voir sacrifiés sur l'autel de la concurrence. Le désormais célèbre Accord général sur le commerce des services (AGCS) devrait y être discuté. En deux mots, il s'agit d'un traité technique portant sur l'organisation commerciale du monde, mais dont les articles - pourtant rédigés en jargon

juridique – sont explicites ; tout financement public à un service qui potentiellement serait en concurrence avec un fournisseur du même service mais privé, serait une mesure de “concurrence déloyale”, et partant susceptible de sanctions économiques (5).

Autant dire que la situation n'est pas sereine. On n'imagine peut-être pas un gouvernement socialiste privatiser l'Education. Il me semble qu'il faut tempérer ce sentiment, en rappelant qu'un des principaux soutiens aux projets de l'ERT pour l'Ecole est venu des Ministres Allègre et Cresson. Et dans un contexte d'ouverture des marchés, la France et son Education nationale transformée en machine de guerre économique seraient certainement très bien placées au niveau international. Nos dirigeants sont très attentifs à ce genre de considération. Il faut donc bien se garder d'être optimiste. En d'autres termes, un danger réel et avéré plane sur l'Ecole telle que nous la connaissons. Les plans des grandes entreprises (transnationales le plus souvent) ne seront efficacement contrés que s'ils sont rendus largement publics. Très peu de dirigeants démocratiques oseraient défendre les projets de privatisations exposés ci-dessus. Reprenons donc une fois de plus à notre compte la stratégie anti-Dracula : l'AGCS, tel un Dracula politique, ne peut vivre à la lumière (6). Alors à nous de braquer les projecteurs.

Serge, Jussieu

Bibliographie sommaire :

- Nico Hirtt et Gérard de Sélys, *Tableau noir, résister à la privatisation de l'Education*, EPO, 1999.

- Alerte Générale à la Capture des services publics, brochure de la coordination pour le Contrôle citoyen de l'OMC. Disponible au 44 rue Montcalm 75018 Paris. Tel : 01 46 06 46 30

(1) Nico Hirtt, *Les nouveaux maîtres de l'Ecole*, VO Editions, 2000

(2) deuxième grand domaine convoité pour la privatisation

(3) Thomas Coutrot et Michel Husson, *Avenue du plein emploi*, Attac, Mille Et Une Nuits n°33, 2001

(4) ou Table Ronde des Industriels en français. Ce lobby regroupe les dirigeants des quarante plus grosses entreprises européennes.

(5) Comme l'a été l'Europe après l'interdiction à l'importation du bœuf aux hormones américain. Rappelons-nous que les sanctions ont frappé les producteurs de Roquefort en France, ce qui conduisit au démontage d'un MacDo à Millau...

(6) La formule originale est dû à Lori Wallach : «L'AMI, tel un Dracula politique, ne peut vivre à la lumière», à propos de l'accord multilatéral sur l'investissement, ancêtre de l'AGCS.

AGENDA

Judi 11 octobre: manifestation contre la guerre, 18 heures, Place de la République. D'autres dates de manifestations seront sans doute fixées. N'hésite pas à nous contacter.

Vendredi 12 octobre : « Journée internationale contre McDo », à l'initiative du collectif qui s'est monté dans le secteur de la restauration rapide et qui regroupe des employés de McDo, Pizza Hut, Disney,..., un pique-nique est organisé entre 12h00 et 14h00 devant le McDo du Blvd St Germain, avec éventuellement la possibilité d'organiser pour le soir vers les 19h00 une réunion débat avec projection d'un film sur le thème des emplois précaires dans ce secteur à La Sorbonne

Samedi 13 octobre : Conférence Nationale des Comités Locaux d'Attac, où chaque comité a la possibilité d'envoyer deux personnes.

Du samedi 3 au dimanche 4 novembre : Assemblée Générale d'Attac à Tours, ouverte à tous les membres.

Du vendredi 9 au mardi 13 novembre : Sommet de l'OMC à Doha au Qatar. Plusieurs manifestations sont prévues un peu partout dans le monde, dont le 10 novembre : grandes manifestations de rue.

14-15-16 décembre : Contre-Sommet de l'Union Européenne à Bruxelles

Par ailleurs, les différents groupes organisent des réunions, des conférences,... Voir à l'avant-dernière page pour nous contacter.

21 juillet, Gênes : une nouvelle génération se lève.

« Vous êtes le G8, nous sommes le G-six milliards » raisonnait comme un leitmotiv dans la tête de chacun des manifestant de ce samedi 21 juillet 2001. D'un côté de la zone rouge (1), l'illégitimité du G8 révélée au grand jour par l'assassinat politique, la veille, de Carlo Giuliani, anti-capitaliste mort pour ses idées, par la fermeture des frontières italiennes, par l'interdiction faite à un train de manifestants anglais de passer par le territoire français, par l'immense bataillon de carabinieri (CRS) déployé par l'Etat italien pour maintenir en "paix" 8 chefs d'Etat soi disant représentants du peuple... De l'autre côté, notre légitimité, notre confiance, nous étions 300 000 (2) dans les rues de Gênes avec le sentiment de faire l'Histoire avec un grand H.

La population gênoise ne s'y trompait pas : au passage de l'immense cortège, une vieille femme, qui avait certainement connu l'Italie sous le fascisme, nous souhaite la bienvenue avec une banderole adressée aux "citoyens du monde" puis agite un mouchoir rouge. Aux fenêtres et aux balcons, du linge sale flotte en signe de protestation à la demande de Berlusconi de faire de Gênes une ville propre et heureuse pour la tenue du sommet du G8. Dans le cortège, syndicalistes métallos de la FIOM (3), militants d'Attac, chrétiens de gauche pour l'annulation de la dette du tiers monde, travailleurs licenciés de Danone et des milliers de jeunes venus de tous les horizons, se mélangent et échangent leurs slogans. Pendant la marche, entre deux "Assassini" scandés par la foule en direction des rangés de policiers perchés sur les collines, un membre d'Attac France fait retentir à la trompette l'Internationale dans le mégaphone d'un cortège Grec... Nous sommes effectivement les citoyens du monde, ils ne sont effectivement que huit. « We are winning ! »

La manifestation de 50 000 personnes à Seattle contre l'OMC avait en quelque sorte été l'acte de naissance à une échelle mondiale d'un mouvement ayant trouvé ses racines dans la reprise de confiance des luttes comme celles des travailleurs d'UPS aux Etats-Unis et de décembre 95 en France, dans la dénonciation de la "tyrannie des marques"(5) des étudiants des campus universitaires américains, dans l'écho donné par le combat des Indiens du Chiapas, dans la lutte des sans papiers... Pour la première fois depuis les années 70, des combats différents convergeaient contre un même ennemi, en l'occurrence l'OMC, l'organisation régissant les lois du commerce international. Seattle devait marquer le premier pas d'un processus de "globalisation" des luttes. Les 300 000 manifestants de Gênes ne représentent pas seulement une plus grosse manifestation en terme de nombre. Ils représentent les énormes avancés du mouvement antimondialisation et lui ouvrent de nouvelles perspectives. Depuis Seattle, des centai-

nes de luttes locales ont alimenté ce mouvement de contestation. 5000 grévistes au Nigeria en décembre 2000 contre la dérégulation du prix du pétrole, 40 000 manifestants le 15 janvier 2001 en Equateur contre les plans de réformes du FMI (6), puis en mai, 5 semaines de grèves des enseignants contre les baisses de budgets commanditées par le FMI; encore en mai, en Argentine, 80 000 personnes font grève contre le même FMI, puis en juin ce sont deux grèves générales qui frappent le Nigeria et l'Equateur toujours pour les mêmes raisons, puis au Japon 5000 personnes, au Brésil en septembre 100 000 personnes, etc... Chacune de ces manifestations s'opposait aux conséquences locales des décisions prises pas le FMI et la Banque Mondiale à un niveau international. Ce sont ces évènements, impliquant des dizaines de milliers de personnes dans chaque pays, qui ont nourri et permis la victoire de Gênes. A Gênes, trois bateaux sont venus d'Amérique du Sud. C'est dans ce processus que se sont créées des organisation comme Attac. Dans un processus de luttes locales à luttes globales.

Si Gênes est le point de bifurcation, c'est qu'il change la donne à un niveau mondial. L'écho international de cette mobilisation a placé le mouvement antimondialisation au coeur de tous les débats tellement il constitue de façon flagrante un contre pouvoir à un système courant à sa perte, générant la barbarie et la guerre (7). Dans un dossier du Monde suite aux attentats aux Etats-Unis, Naomi Klein était invitée à donner sa vision de ces évènements. Ce n'est pas un hasard. Les manifestants de Seattle à Gênes, en passant par Prague, Nice, Göteborg, ne sont pas une minorité de radicaux qui sautent de manif en manif, mais, en quelque sorte, une délégation de tous ceux qui luttent localement contre les privatisations de l'eau, de la santé, de l'éducation, contre la casse du service public, contre les licenciements, contre la guerre (8), etc... Leur confiance et leur crédibilité ont pour racines le fait qu'ils soient reliés à la majorité des gens. Gênes a profondément changé la donne en mettant en évidence, tant pour ceux qui y étaient que pour tous ceux qui ont lu les journaux, qu'une alternative était née. Tous les débats, celui de la violence par exemple, ont été modifiés par le sentiment de puissance de cette manifestation. Les Tutte Bianchi (9), un groupe autonome italien basé sur la désobéissance civile et prônant l'action directe non violente, avait comme habitude d'être un cortège bien équipé allant se frotter à la police. A la suite de



Gênes, devant l'énorme potentiel, leur conclusion était désormais non pas d'aller se frotter aux flics mais d'organiser tous ceux qui sont inspirés par ce mouvement pour agir ensemble... de passer à la désobéissance sociale. Dans ce cas, on ne peut pas criminaliser un mouvement de masse, on ne peut pas le diviser.

Les idées et les stratégies des manifestants sont basées sur leurs expériences concrètes. A Gênes, l'expérience était que nous étions nombreux, variés et portés par des dizaines de milliers de personnes. Désormais, nos idées et nos stratégies sont de s'adresser à cet écho. C'est pour cela qu'Attac agit sur les facs, pour donner l'esprit de Gênes, relier tous ceux qui luttent dans un mouvement pouvant donner une alternative à la politique de Bush et consorts, élaborant au fur et à mesure un programme pour une autre mondialisation.

La Guerre déclarée par Bush du "bien" contre le "mal", la récession économique américaine amorcée depuis plusieurs mois (10), l'explosion d'une usine gérée de façon libérale à Toulouse, ne font que renforcer l'urgence de montrer à tous ceux qui ont entendu parler de Gênes qu'il existe un autre monde possible face à celui qui aujourd'hui s'autodétruit. C'est celui basé sur un pouvoir collectif de centaines de milliers de personnes reprenant le contrôle, notre Monde.

Guillaume Latil (St-Denis)

1 : Un grillage et des barages de police formaient une 'Zone rouge' autour du sommet interdite au manifestant.

2 : Selon le Genova Social Forum (GSF), structure regroupant plus de 800 associations dont Attac Italie.

3 : Syndicat de métallurgistes Italiens, formant 40% de la principale confédération italienne de syndicats (CGIL)

4 : président d'Attac France

5 : A lire 'No Logo' de Naomi Klein chez Actes/Sud

6 : Fond Monétaire International

7 : Cf. Susan George dans 'Que faire à présent' www.attac.org

8 : en Italie ce sont les organisations opposées à la guerre du Kosovo qui ont formées les principales bases du mouvement antimondialisation. Ce sont maintenant elles qui lancent une campagne contre la guerre à partir du GSF.

9 : Les tuniques blanches

10 : The Economist, titrait déjà le 25 août, donc avant les attentats : "Bienvenue dans la première récession mondiale du 21ème siècle".

Gênes : Un tournant historique

Les manifestations de Gênes sont l'expression d'une volonté de combattre un système qui détruit la vie de millions de gens, et transforme le monde en une vulgaire marchandise. C'est aussi une étape de réflexion sur le monde que nous voulons construire.

Depuis Seattle, chaque mobilisation est importante pour notre mouvement. A Gênes, est venu s'ajouter un élément crucial qui a fait basculer le rapport de forces en notre faveur : l'intervention massive de la population locale. En Italie, les attaques du gouvernement Berlusconi, flanqué de deux partis fascistes, suscitent de vives réactions, surtout chez les jeunes : travailleurs précaires, étudiants, chômeurs. Un réseau d'associations a émergé. Il s'est rallié à des syndicats et à des partis politiques. A Seattle et à Québec des liens s'étaient déjà créés entre les jeunes et les travailleurs ; à Gênes ils se sont renforcés. Une semaine de débats ont permis aux forces présentes de s'organiser et de mieux se connaître : « Il y a un lien très étroit entre les conditions de travail des métallurgistes - et en général de l'ensemble du salariat - et la lutte contre cette globalisation, argumente Claudio Sabbatini, secrétaire général de la F.I.O.M., la puissante fédération des métallurgistes, en lutte contre les patrons. (...) Dans les usines, les jeunes qui arrivent (...) commencent à se battre avec nous, pour obtenir de meilleures conditions de travail et contre la globalisation capitaliste. » (Humanité Hebdo 04/08/01)

Les puissants voient donc émerger un phénomène qu'ils redoutent plus que tout : un mouvement populaire qui s'est construit d'une impulsion spontanée vers l'unité, et

dont les diverses composantes se sont trouvées un ennemi commun : la dictature des marchés. Il a su casser les barrières nationales, culturelles, idéologiques. A Gênes, ont défilé ensemble des étudiants turques, des ouvriers allemands, des paysans français et des conducteurs de bus irlandais. Le mouvement porte donc en lui la parole de millions de gens. Un récent sondage publié dans Le Monde illustre cet engouement : 1% des gens sondés pensent que la mondialisation profite à tout le monde, plus des trois quarts pensent qu'elle ne bénéficie qu'aux riches. Comme le remarque très justement Pierre Khalfa, membre du Bureau national d'ATTAC : « Ces mobilisations ne sont que la pointe avancée de l'évolution globale des opinions publiques, au moins dans les pays capitalistes développés. Non seulement ces mouvements gagnent en force, mais ils rentrent en résonance avec les préoccupations de secteurs de plus en plus importants des populations ». Cette popularité a amené le développement d'une foule de médias indépendants, de journalistes et de personnalités acquis à la cause. Elle a aussi amené une répression terrible de l'Etat italien, quelques témoignages marquants peuvent en dresser un tableau édifiant : « On nous apportait les prisonniers déjà massacrés, sanguinolents, en pleurs ou hurlant de douleur. Un jeune étranger avait les testicules brisés par les coups de pied ; je n'avais jamais vu autant de souffrance sur le visage de quelqu'un. », témoigne un inspecteur italien..

"Je revendique au nom du gouvernement le fait que la ligne de fermeté envers les [manifestants] violents était l'unique ligne qu'un gouvernement sérieux pouvait assumer au moment où il accueillait les grands de cette Terre ", a esti-

mé le vice-président du Conseil, Gianfranco Fini, chef du parti post-fasciste, Alliance Nationale. L'Etat italien s'est employé à museler toute forme de contestation, à élaborer minutieusement un véritable massacre. Comme le souligne Stefano Palmisano, avocat : « Plutôt que de " forces de l'ordre ", je parlerais de " bandits en uniforme ". J'ai lu dans certains journaux que ces policiers auraient été dépassés par la nervosité accumulée pendant les jours précédents. Il n'y a rien de plus faux. Ce que nous avons vu à l'œuvre à Gênes, c'était une répression étudiée calmement dans un bureau et qui contenait un message précis. ». Par la relative faiblesse numérique des différentes manifestations contre la mondialisation libérale (15000 à Prague, 15000 à Göteborg, 20000 à Barcelone), il a toujours été aisé pour les médias de marginaliser et de diviser le mouvement en pointant du doigt les « anarchistes casseurs de vitrines ». Ainsi, à Göteborg, la population locale a offert des fleurs aux policiers pour les avoir défendus. A Gênes, cette stratégie a échoué. L'intensité de la répression et l'indignation qui s'en est suivie n'ont pu occulter les faits.

Un sentiment de colère et de solidarité s'est développé. Spontanément, des milliers d'Italiens se sont ralliés à la mobilisation. Des petits villages aux grandes villes, 250.000 personnes ont protesté en demandant la démission du Ministre de l'Intérieur Claudio Scajola, qui, en guise de réponse, s'est empressé de glorifier l'« admirable professionnalisme des forces de l'ordre », « leur dignité et leur efficacité ont été reconnues par tous et ne peuvent être l'objet de critiques ». Même la grande presse nationale s'est empressée de publier les témoignages de victimes et de policiers. Silvio Berlusconi a lui-même reconnu que « ce qui devait être une grande vitrine pour l'Italie s'est transformé en boomerang ». Surtout pour ceux qui ont eu le plaisir de participer à ces représailles punitives (on pense notamment à Gianfranco Fini, présent dans les locaux de la préfecture de police à Gênes, ou aux quatre députés d'Alliance nationale, dans la salle opérationnelle des gendarmes). C'est donc une vraie « bombe » qui a explosé au visage de l'Etat italien. Les secousses, elles, se sont propagées partout dans le monde où 250 rassemblements contre la répression policière ont eu lieu. Cependant, Gênes n'est qu'une étape et ce type de manifestation de masse se reproduira face à la récession économique qui s'amorce, la guerre, la montée du chômage et l'accroissement des inégalités. Les institutions internationales, elles, sont dans une impasse : leur avenir nous dira si elles disparaîtront, ou si elles continueront à être invitées par les pingouins et les chameaux à venir discuter, comme le G8 en 2002 (dans les montagnes canadiennes) ou l'O.M.C. en novembre prochain (dans le désert Qatari).



Les leçons de Gênes auront donc été concluantes. En poussant les dirigeants sur la défensive, il a clairement été démontré que leur logique du « tout-répressif » ne pourra pas freiner l'avancée de nos revendications et la croissance du mouvement. En Italie, des dizaines de milliers de manifestants ont défilé contre la guerre, sans que la police, visiblement calmée, n'intervienne violemment. Gênes aura donc aidé le mouvement à sortir de son ghetto et à se définir comme une véritable force politique. Les déclarations des dirigeants clarifient le basculement qui s'est opéré au sein du rapport de force, et les oblige à composer avec, Chirac s'explique : « 120000 ou 150000 personnes ne se dérangent pas s'il n'y a pas quelque chose qui leur a mobilisé le cœur ou l'esprit (...) c'est qu'il y a une angoisse, une difficulté, et ça on ne peut pas le laisser comme si ça n'existait pas. » (Le Monde du 22 juillet). Vincent Peillon, porte-parole du Parti socialiste : « Sans frilosité, nous devons donc admettre que les mobilisations d'aujourd'hui sont nos meilleurs alliés » (Le Monde du 10 août). L'organisation unitaire d'une plate-forme démocratique et décisionnelle qu'est le G.S.F. (devenue une quasi-institution en Italie), l'élaboration d'actions et de débats suivis d'une manifestation gigantesque peuvent dresser un tableau de Gênes. La création d'institutions autres que celles imposées par ce système est donc possible, un autre monde est possible.

Nicolas(ATTAC St Denis)

Hypocrisie sans Gènes !

Des manifestants assis par terre, les mains levés en signe de non-violence, roués de coups par des carabinieri déchaînés ; un jeune homme étendu, mort, une gerbe de sang lui sortant de la tête ; du sang encore, au Centre des media alternatifs et toujours la même explication : la police combat les casseurs, ceux qui sèment la terreur dans une ville en feu. Après Gènes, l'heure est à l'interrogation. Pourquoi un mouvement très majoritairement non violent a failli passer, l'espace de quelques jours, pour un mouvement de criminels devant être sévèrement matés ? Pourquoi au lendemain des attentats aux USA, certains analystes libéraux déclarent que le mouvement contre la mondialisation capitaliste légitime de tels actes ? Doit-on renoncer à toute critique du système sous peine d'être un soutien au terrorisme ?

Une menace pour le mouvement

Quelques jours avant le sommet du G8 à Gènes, le gouvernement italien de Berlusconi fait installer sur les hauteurs de la ville des batteries anti-missiles, sous pression du gouvernement américain qui craint une attaque terroriste. Dans la ville même des murs de 10m de haut ont été installés pour protéger la réunion des chefs d'Etats. L'arrivée de ces derniers est marquée par la présence de frégates militaires dans le port... Une seule conclusion logique : les manifestants attendus sont de dangereux criminels armés et prêts à tout. Pourtant le Genoa Social Forum, un rassemblement de 700 organisations, associations et partis politiques, a depuis longtemps annoncé la couleur : les manifestants déclarés (c'est-à-dire 95 % des participants) seront non-violents. Ils n'auront aucun matériel offensif destiné à agresser des personnes ou à détruire des biens publics. Pour les manifestants eux-mêmes, tout est planifié. Certains iront au contact du mur et tenteront de pénétrer dans la zone rouge en poussant avec leur corps (comme les Tute Bianchi italiens), d'autres resteront plus calmes et pénétreront symboliquement dans la zone interdite par l'intermédiaire de ballons (comme attac), d'autres encore, pacifistes, resteront loin de la zone rouge. Mais tous ces cortèges sont là pour la même chose : protester contre la tenue d'un sommet rassemblant les chefs d'Etats des 7 pays les plus riches du monde. Rien de terroriste dans tout cela ! Les gouvernements ne pouvaient pas l'ignorer. Pourtant Berlusconi et sa police ont sciemment fait monter la pression répressive sur les manifestants, jusqu'à son paroxysme lors de la journée du 20.

L'échec de la stratégie répressive

Après la première étape médiatique, hostile aux manifestants, se mettent à affluer les témoignages terrifiants qui finissent par retourner la presse internationale. L'échec est en tout cas entériné dans la presse française lorsque le Figaro titre au lendemain de Gènes « La bataille de Gènes perdue par le G8 ». Pourtant les défenseurs du capitalisme triomphant n'ont pas renoncé à leur tentative. Au lendemain des attentats aux USA, on pouvait lire dans le Herald

Tribune : « Bien que la plupart des manifestants [anti-globalisation] aient exprimé leur choc et leur horreur devant les attaques terroristes, certains admettent clairement voir une « logique » derrière ces attaques. Même si leurs tactiques sont différentes, dans leur ampleur et dans leur nature, la synergie ente les actions des terroristes et les buts des forces anti-globalisation n'est pas entièrement fortuite – particulièrement parmi ses éléments les plus violents et anarchisants ». Plus loin encore on trouve « Ces manifestants qui insistent sur le fait qu'ils désirent protester pacifiquement doivent porter une responsabilité indirecte [sur les attentats] ».

Que faire ?

La période qui s'annonce risque de voir une répression accrue de notre mouvement et une réduction des libertés démocratiques, légitimées par les mesures anti-terroristes. La tentative d'assimilation entre notre lutte et celle des fondamentalistes paraît trop grosse pour être menaçante (il est tout de même évident que le bombardement de Bagdad ressemble plus aux évènements du 11 septembre qu'une manifestation réclamant un monde plus juste), en revanche, l'actualité sera polarisée par la guerre en Afghanistan et déjà une série de pays vont profiter de cette couverture médiatique pour liquider leurs « problèmes internes » en toute discrétion (voir Poutine avec les Tchétchènes, l'Israël et les Palestiniens), ce qui doit nous inciter à dire plus que jamais qu'un autre monde est possible et nécessaire. « Ils » veulent lutter contre le terrorisme ? Qu' « ils » commencent donc par interdire les paradis fiscaux qui hébergent la fortune de tous les mafieux et chefs de guerre de la planète. « Ils » veulent que justice soit faite ? Qu' « ils » commencent donc par arrêter de saigner le Tiers monde par une dette déjà plusieurs fois remboursée... « Ils » sont aussi les terroristes.

Jean, Jussieu



Nos idées (un peu) et notre soutien (surtout) les intéressent...

L'actualité de la taxe Tobin

Depuis plusieurs semaines, la gauche plurielle, et en particulier le Parti Socialiste, lance des appels de phare de plus en plus insistants en direction des mouvements « antimondialisation », comme ils ne savent que les appeler. La nébuleuse des militants proches ou adhérents d'Attac semble promise, à l'approche des échéances électorales de 2002, à une cour assidue... Ainsi a-t-on entendu récemment Lionel Jospin relancer le débat autour de la taxe Tobin, en prenant position lors d'une intervention télévisée en faveur de cette « idée généreuse » : revendiquant pratiquement sa paternité, en soulignant qu'une taxe sur les transactions financières faisait partie de son programme présidentiel de 95, le Premier Ministre n'a pas hésité à amorcer son ralliement à ce projet, à huit mois des élections présidentielles et après quatre longues années de pouvoir sans un acte ni une parole favorables à sa mise en œuvre effective !

Quelques jours plus tard, un discours du Chancelier Schröder, qui rentre lui aussi en période pré-électorale faisait écho à la proposition de Jospin d'étudier les conditions d'une mise en œuvre de la taxe Tobin dans la zone Euro. Dans les deux cas, il convient de souligner que les prises de position généreuses des deux futurs candidats des majorités roses aux futures échéances électorales ont été soigneusement contrebalancées par les rappels à l'ordre de leurs Ministres des Finances respectifs, Hans Eichel en Allemagne et Laurent Fabius en France, dans le rôle des experts es orthodoxie économique : ceux-ci campent sur la position « réaliste » traditionnellement tenue par les responsables politiques, mettant en avant la difficulté de concrétiser cette idée généreuse compte tenu de la nécessité d'un consensus international, bien évidemment inimaginable. Sous-entendu : il n'y a que chez nous qu'on pense sérieusement à une chose pareille.

Ceci dit, ces déclarations des chefs de gouvernement et le fait que la discussion s'ouvre prochainement au

niveau européen sur une taxation des mouvements spéculatifs s'inspirant de la proposition d'Attac, lors d'une réunion du conseil Ecofin (réunion des ministres des Finances des 15 et de hauts fonctionnaires) qui était prévue à Liège aux alentours du 20 septembre, ne sont pas anodins, dépourvus de toute signification : au contraire, ils doivent nous inciter à une vigilance certaine.

Car deux dangers nous guettent, devant ce changement de ton. En effet, l'importance des manifestations de Gênes (200 à 300000 personnes, le samedi 21 juillet, en dépit de la mort d'un jeune manifestant la veille) contre la structure oligarchique, d'accompagnement des réformes impulsées par les milieux d'affaires et de la finance, qu'est le G8, ainsi que l'ampleur de l'émotion suscitée par la répression aveugle et préméditée par le gouvernement italien ; ces événements ont fait prendre conscience aux classes dirigeantes et politiques européennes, et notamment aux partis de gauche, que la frange des citoyens et donc des électeurs de plus en plus hostiles aux politiques d'inspiration néolibérale, menées au nom de la mondialisation, était de moins en moins négligeable. Le premier danger est celui de la récupération purement et simplement électorale : que certains partis, à l'occasion des campagnes électorales, reprennent à leur compte des idées et des propositions défendues par les mouvements d'opposition aux dérégulations, libéralisations et autres « nécessaires réformes » prônées par l'OCDE, le FMI ou l'OMC, et mises en œuvre avec plus ou moins de zèle par nos gouvernements démocratiquement élus ; mais avec le risque plus que probable qu'il ne s'agisse que de propos de campagne ne donnant lieu à aucune inflexion générale de la ligne suivie, et que les « forces contestataires » ne servent que de forces d'appoint dans la compétition électorale.

Le second danger est celui de la démobilisation de ces forces contestataires dans l'hypothèse où elles se verraient accorder gain de cause sur une revendication aussi fortement symbolique que la taxe Tobin, par exemple. Les dirigeants européens pourraient être tentés de calmer la contestation, de l'éteindre, en cédant sur ce point précis, sans que là encore, il n'en résulte d'inflexion plus générale. Le processus lancé à ce sujet par la présidence belge de l'Union Européenne, et approuvé par Jospin et Schröder, qu'il aboutisse ou non à la mise en œuvre de ce projet ou d'une taxe comparable, ne doit donc pas être considéré de notre part avec une bienveillance excessive, le risque qu'il s'agisse d'un gadget destiné à calmer la contestation n'étant pas négligeable...

La vigilance doit être de mise, en cette année électorale. Attac doit rester un mouvement d'information et d'agitation, destiné à éclairer les débats que les décideurs, élus ou hauts-fonctionnaires ont souvent trop intérêt à laisser dans l'ombre ; un mouvement qui respecte les choix électoraux personnels ou collectifs de ses membres, mais



qui ne se destine pas à la prise de pouvoir par le processus électoral et refuse de servir de caution à qui que ce soit de ce point de vue, de façon à continuer de faire émerger d'autres formes de participation à la vie de la cité, d'autres formes d'engagement politique ; tout en travaillant ardemment à préciser les modalités souhaitables de mise en œuvre d'une taxe sur les transactions financières, par exemple spéculatives, dans l'optique de parer à l'éventualité de son acceptation par les décideurs au niveau européen notamment, il nous faut bien garder à l'esprit que la lutte aujourd'hui dépasse largement le cadre du débat sur la taxe Tobin, dont la mise en œuvre aurait une portée surtout symbolique, en dépit de la belle victoire que cela représenterait.

En particulier, le ralliement peut-être à venir du PS à cette mesure ne doit pas occulter la question de savoir ce que nous pouvons REELLEMENT attendre d'un parti qui, au pouvoir, n'a en rien remis en cause les orientations de politique agricole de la France qui ont conduit aux désastres écologiques et sanitaires dont nous nous faisons encore sans doute une mince idée ; dont la conception du principe de précaution concernant les Organismes Génétiquement Modifiés n'implique aucune limitation à l'impunité que réclame la communauté techno-scientifique pour continuer ses bricolages sous couvert de « recherche

publique » ; qui n'a pratiquement à aucun instant mis en doute l'impérieuse exigence libéralo-européenne de mettre en pièces plusieurs de nos services publics, en dépit des catastrophes observées à l'étranger suite aux privatisations (les trains anglais, l'électricité californienne...) ; qui a activement préparé le terrain à la privatisation de l'enseignement, par les réformes ou les déclarations fracassantes directement inspirées des recommandations de l'OCDE ou de l'OMC (on s'étonne ensuite que plus personne n'ait envie de devenir prof, alors que le discours qu'on cherche à nous faire avaler est précisément qu'il n'y aurait plus besoin de prof, au sens où on l'entendait jusqu'à il y a encore peu de temps...) ; dont la priorité quasi-absolue pendant la législation écoluée aura consisté à diminuer le taux de prélèvements obligatoires, pour ne pas être en reste devant les « courageuses et nécessaires réformes fiscales » menées dans le même temps par plusieurs de nos voisins...

Et ce ne sont là que des exemples : sur tous ces fronts, Tobin or not Tobin, la lutte s'annonce longue et bien difficile ; pas question donc de se relâcher ou de se disperser en cette année électorale.

Matthieu, Nanterre

Stratégies pour un travail équitable

Est-il besoin de décrire le déficit de travail décent à travers le monde? Chacun sait à quoi ressemble une usine Adidas en Asie, la précarité du secteur textile, le travail des enfants (pas seulement au Sud), l'absence de protection sociale, les atteintes à la liberté syndicale, l'esclavage, etc. etc. Toutes ces réalités sont en flagrante contradiction avec les normes de l'Organisation internationale du travail (OIT), même quand les pays les ont ratifiées.

Les critiques de ce libre-échange débridé de toute contrainte sociale ont donné naissance à des tentatives pour définir un cadre à un commerce international plus équitable. Cependant, entre l'exemple de la filière équitable et la réalité de l'exploitation généralisée, les pistes de réforme sont difficiles à cerner. L'une d'elles consiste à lier des clauses sociales et environnementales aux échanges commerciaux, pour empêcher leurs effets pervers. Ce qui pourrait améliorer sensiblement les conditions de travail de millions de travailleurs à travers le monde. Mais ce projet de clauses, et plus généralement de défense des droits des travailleurs du Sud, est souvent taxé de protectionnisme déguisé. En effet, les mauvaises conditions de travail sont un fléau du tiers monde, mais aussi son avantage compétitif majeur. Taxer ses exportations pourrait alors menacer ses exportations et favoriser les marchandises produites dans les pays riches.

Il faut donc réfléchir à la tactique à adopter. M. Patrick Itschert, syndicaliste du FISL-THC, préconise la stratégie des petits pas : n'édicter des normes que par

consensus, progressivement, pour éviter des effets secondaires comme la prostitution ou le chômage pour les enfants si l'on s'en prend au travail des enfants. D'autres estiment que l'on ne peut pas moduler des droits humains par définition non négociables. Sur ce dossier brûlant, on a vu de bien hétéroclites coalitions se former, non sans arrière pensée parfois. Par exemple, en 1996, les gouvernements états-uniens et français, pour contrer le phénomène des délocalisations, ont réclamé une clause sociale (Juppé était pour !). Mais il ne faut pas oublier que ces clauses seraient également contraignantes pour certains pays riches, comme le Royaume-Uni, où le travail des enfants est un fléau social, ainsi que les Etats-Unis, un des pays à avoir ratifié le moins de normes de l'OIT. Autre coalition hétéroclite : celle qui se forma en 1999 à Seattle, quand Bill Clinton proposa des clauses sociales, composée des gouvernements et du patronat du Sud, des sociétés transnationales, et même de certains intellectuels et ONG qui craignaient des effets secondaires indésirables (chômage au Sud, fragilisation des PME du Sud). Mais contrairement à cette conception opportuniste, de telles normes pourraient avoir pour but de faciliter la lutte syndicale au Nord et au Sud en évitant le dumping social. Ce « risque » de protectionnisme n'est donc pas fatal, surtout si les clauses sont bien appliquées. En effet, les sociétés transnationales qui font des profits devraient être les premières à être soumises à des normes strictes et exigeantes. De même, à moduler, pour plus d'efficacité (dumping, par

Dans cette bataille, l'OIT a un rôle à jouer, pour s'opposer à l'OMC qui n'est soumise à aucune norme, pas même les droits de l'homme. La place de l'OIT dans le débat autour de la mondialisation libérale est difficile à cerner, puisqu'elle a un pied dans l'institution et un pied dans la contestation. Juan Somavia, secrétaire général du Bureau international du travail depuis 1999 semble se positionner quand il écrit : " De Seattle à Gênes, le mouvement global des citoyens qui émerge (...) doit maintenant s'attacher à définir les changements nécessaires à travers une série d'objectifs stratégiques cohérents et intégrés autour desquels la coalition mondiale pacifique la plus large possible puisse se construire. " Malheureusement, c'est l'OMC qui dispose d'un pouvoir de contrainte, grâce à ses traités multilatéraux et son ORD (Organe de règlement des différends). Il y a donc un rapport de force à modifier au sein des organisations internationales, et sans doute également une réforme de l'ONU à entreprendre. Il faut alors convaincre, dépasser les suspensions du Sud à propos de ces clauses. Il semble qu'il existe d'ores et déjà une base, au Sud, qui souhaite mettre des conditions aux échanges, notamment en matière de droits humains, comme le montre une enquête réalisée en 1996 auprès de syndicats et ONG du Nord et du Sud.

De tels projets se heurtent à de nombreux obstacles. Face aux échecs répétés, Juan Somavia écrit que " L'une des raisons est que nous n'avons pas encore de gouvernance socialement responsable pour l'économie globale ". En effet, qui peut prendre les sanctions quand les normes de l'OIT sont bafouées? La promotion de ces normes internationales du travail ne peut donc s'inscrire que dans la perspective de la construction d'un droit commun pour l'humanité, qui s'est déjà ébauché avec les Tribunaux pénaux internationaux pour le Rwanda (TPIR) et la

Yougoslavie (TPIY). En juillet 1998, la fragile éclosion d'une Cour pénale internationale (CPI), encore soumise à la ratification des Etats, fut une avancée considérable. Cette CPI est plutôt destinée à la punition des atteintes les plus flagrantes aux droits humains fondamentaux. Mais les droits humains ne concernent-ils pas tous les aspects de la vie sociale, dont le travail? Ce n'est pas un hasard si, par exemple, Amnesty international vient d'élargir son mandat d'action à la défense des droits économiques, sociaux et culturels. De nombreuses ONG réclament déjà une sorte de Cour internationale de justice sociale indépendante de l'OMC, une juridiction capable d'appliquer directement ces normes.

Lors d'un récent colloque, des membres de l'Association américaine de juristes (AAJ) et du Centre Europe-tiers monde (CETIM), acteurs d'un groupe de travail sur ce sujet de la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU, ont réclamé la modification du statut de la CPI, " afin d'établir la compétence de la Cour pour juger les personnes morales et la violation des droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux et afin que les victimes puissent présenter des dénonciations ou porter plainte et se constituer partie civile ". Ils appellent aussi de leurs vœux la création d'un " tribunal pénal international pour les sociétés transnationales ". Par ailleurs, la charge de vérifier le respect des normes pourrait revenir à l'OIT, connue pour la virulence de ses rapports annuels. En attendant, une des pistes d'action serait de promouvoir le commerce équitable. En effet, celui-ci prouve qu'il est économiquement possible et socialement souhaitable d'assurer aux travailleurs du Sud une juste rémunération et de dignes conditions de travail, ici et maintenant.

Manuel, Sciences-Po

La montée de la précarité et la « mondialisation »

Durant les 30 années d'expansion communément appelées les 30 glorieuses, c'est la norme de l'emploi salarié stable qui s'est progressivement installée en France. Un travail, c'était un poste stable et protégé par un ensemble de règles juridiques limitant l'arbitraire patronal. Depuis les années 70, la norme de l'emploi salarié s'est effritée : les CDD, l'emploi à temps partiel, les stages à répétition ont pris une place beaucoup plus importante dans l'ensemble des emplois créés (75% des embauches se font en CDD[1]). La stabilité de l'emploi, et la capacité des salariés de bénéficier d'un statut protégé pour s'opposer aux décisions arbitraires de la direction sont remises en cause dans le cadre de ces types d'emplois qui se sont multipliés. De plus, le chômage s'est installé comme un phénomène durable, touchant une grande partie de la population active, et menaçant l'ensemble des salariés (à l'exception des salariés du secteur public). La précarité du travail s'est donc accrue sur la période. Or parallèlement à cette évolution, plusieurs

phénomènes économiques rassemblés sous le terme de « mondialisation » marquent la fin du siècle. Certains ont naturellement vu dans cette « mondialisation » la cause de la montée de la précarité. Qu'en est-il ?

La mondialisation...

Il convient tout d'abord de définir la « mondialisation ». Or cela n'est pas aisé : tout le monde en parle, mais sans jamais préciser ce que cela signifie. Il est nécessaire en premier lieu de noter que ce terme est largement absent des travaux académiques des économistes. Il a été popularisé par Kenichi Ohmae[2], un gestionnaire, au début des années 90. Mais le succès de ce terme dans le grand public ne doit pas cacher son imprécision : lorsque les économistes se mettent à parler de la mondialisation, ils sont loin d'être d'accord sur sa définition précise[3]. Il est toutefois nécessaire de répondre au sentiment partagé par un grand nombre de citoyens d'une causalité entre la « mondialisation » et l'augmentation du chômage et de la précarité. Pour cela

on peut prendre une définition grossière de la « mondialisation » comme : l'imbrication croissante des économies nationales à une économie mondiale. Cette imbrication passe notamment par l'ouverture des économies nationales (le libre-échange), l'apparition de firmes multinationales, la segmentation des processus productifs sur plusieurs territoires nationaux[4]...

...n'est pas coupable

Alors cette « mondialisation » est-elle responsable de l'augmentation de la précarité des emplois en France ? Une idée communément répandue est celle de la concurrence des pays à bas salaires qui détruirait des emplois ici et favoriserait une dégradation des conditions de travail des salariés des pays riches. C'est l'image des usines fermant pour délocalisation ou pour cause de faillite, faute de compétitivité face au faible coût de la main d'œuvre dans les pays du Sud. Il faut impérativement se départir d'une telle vision caricaturale et erronée des choses. Si les travaux économiques peuvent attester, dans une certaine mesure, d'un effet négatif de cette concurrence sur les conditions de travail dans les pays développés, ses conséquences sont d'une faible importance. Un simple rappel de quelques chiffres permet de s'en rendre compte : en 1997 le taux d'ouverture de l'économie française était de 22,1 % or plus de 75% de ses échanges commerciaux étaient réalisés avec d'autres pays développés. Les échanges avec les NPI (Nouveaux Pays Industrialisés) ne représentent que 6 à 8 % du commerce extérieur français... et ils sont équilibrés. Ainsi, il faut chercher ailleurs. L'augmentation de la concurrence entre pays développés peut tout à fait apparaître comme la cause de cette augmentation de la précarité. Toutefois, les travaux économiques sont loin d'être univoques sur cette question, et il serait imprudent de défendre cette thèse alors que peu d'éléments empiriques et théoriques permettent de l'étayer. En conclusion, pour ce qui est de l'impact de la « mondialisation » sur la situation des travailleurs dans les pays riches, il semble que l'on puisse dire comme Krugman : « La mondialisation n'est pas coupable »[5]. Les raisons de la montée de la précarité ne sont pas à chercher dans l'ouverture du commerce international, mais dans les politiques économiques nationales menées par les gouvernements successifs...

Lionel, ENS Cachan

[1] Mais attention, il ne faut pas confondre embauches et emplois existants : 59 % des salariés ont plus de 5 ans d'ancienneté selon l'INSEE (enquêtes emplois).

[2] The Bordless World, 1990

[3] Gérard Kébadjian, in La Mondialisation. Les mots et les choses. (ouvrage collectif), 1999.

[4] Cette définition de la mondialisation exclut volontairement la déréglementation financière dont il faudrait étudier les conséquences à part.

[5] Krugman Paul, La mondialisation n'est pas coupable, 1996.



Interview avec Abdel Mabrouki, délégué syndical CGT à Pizza Hut, propos recueillis par Alex, du comité Sorbonne.

D'où est venu la volonté de se mobiliser à Pizza Hut pour gagner des droits nouveaux pour les salariés ?

A la suite du décès d'un collègue survenu pendant son travail, et vues les conditions de travail, de la précarité et du ras-le-bol général, les salariés de PIZZA HUT se sont mis spontanément en grève. Immédiatement leur principale revendication a été de réclamer une prime de fin d'année qu'ils ont d'ailleurs fini par obtenir.

Quelles sont les conditions de travail dans ces restaurants ?

Elles sont déplorables, à titre d'exemple les bidons d'essence sont stockés dans les magasins alors que c'est strictement interdit par la loi, les motocyclettes sont dans un état de délabrement incroyable (fourche tordues, freins défectueux, pneus lisses, casques fendus et la liste n'est pas exhaustive !)

De quelle manière la solidarité s'est créée autour des salariés ? Quelle a été l'aide des militants d'Attac ?

La solidarité s'est manifesté par un soutien financier et moral de l'ensemble de la population. La collaboration des militants d'Attac s'est concrétisée par une participation aux diffusions de tracts et aux collectes de fonds. Aujourd'hui elle se poursuit avec des actions communes, comme celle du 12 octobre, journée internationale de lutte contre la Mac Domination du monde. Ce mouvement permet de mettre en contact des salariés avec des étudiants, c'est de ça que la lutte a besoin pour l'emporter.

Pour quelle raison es tu allé manifester à Gênes aux côtés des militants anti-globalisation ?

Pour protester contre la politique des grandes puissances qui exploitent de façon éhontée les salariés du monde entier grâce à la mondialisation de l'économie. Ce sont les mêmes qui nous exploitent (PIZZA HUT, Mac DO, DISNEY et autres multinationales) partout dans le monde.

Quelle forme voudrais tu que prenne le réseau contre la précarité ?

La forme la plus efficace pour forcer les politiciens à l'éradiquer. En conclusion, les patrons et leurs politiciens voudraient que nous soyons les esclaves du 21ème siècle, mais nous ne nous laisserons pas faire !

POUR NOUS CONTACTER

ATTAC national : 6, rue Pinel - 75 013 Paris

Tél.: 01 53 60 92 40 - e-mail: attac@attac.org

ATTACTique : Cécile (tél. 06 64 34 28 43)

Votre comité d'établissement:

La coordination des comités étudiants ATTAC a vu le jour en septembre 1999 à Paris, avec pour but de coordonner les actions, d'échanger les informations et les expériences, de favoriser la création de nouveaux comités d'établissement à partir de ceux déjà existants, sur la région parisienne dans un premier temps, mais également en province.

La liste actuelle des comités ATTAC d'établissement n'est donc pas exhaustive!

Pour obtenir les coordonnées du comité de votre université ou grande école, consultez la liste des groupes locaux sur le site de l'association (www.attac.org) et plus précisément: attac.org/fra/grou/doc/universite.htm. Si vous voulez monter un comité local, n'hésitez pas à contacter l'un des comités déjà existants par mail (nom de l'université - université@attac.org / exemple: jussieu-universite@attac.org). Si vous voulez des exemplaires d'ATTACTique ou écrire un article pour le prochain numéro, n'hésitez pas à nous contacter !



BULLETIN D'ADHESION

A remettre à votre comité d'établissement ou à renvoyer à ATTAC national (adresse ci-dessus)

Je soussigné(e), adhère à ATTAC et verse ma cotisation 2001 d'un montant de: 100F (étudiants)
200F (actifs)

J'effectue mon règlement par: chèque bancaire ou postal

CB n°: _____ date d'expiration: __/__/__

Homme / Femme

Etudiant(e) / Lycéen(ne) / Enseignant(e) / IATOSS

Etablissement: _____ Année d'études / poste: _____ Filière: _____

Nom: _____ Prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ Ville: _____

Téléphone: _____ Portable: _____

e-mail: _____

Signature: _____

PLATE-FORME DE L'ATTAC

La mondialisation financière aggrave l'insécurité économique et les inégalités sociales. Elle contourne et rabaisse les choix des peuples, les institutions démocratiques et les États souverains en charge de l'intérêt général. Elle leur substitue des logiques strictement spéculatives exprimant les seuls intérêts des entreprises transnationales et des marchés financiers. Au nom d'une transformation du monde présentée comme une loi naturelle, les citoyens et leurs représentants se voient disputer le pouvoir de décider de leur destin. Un tel abaissement, une telle impuissance nourrissent la progression des partis antidémocratiques. Il est urgent d'enrayer ce processus en créant de nouveaux instruments de régulation et de contrôle, aux niveaux national, européen et international. L'expérience indique assez que les gouvernements ne le feront pas sans qu'on les y incite. Relever le double défi d'une implosion sociale et d'une désespérance politique exige donc un sursaut civique et militant.

La liberté totale de circulation des capitaux, les paradis fiscaux et l'explosion du volume des transactions spéculatives acculent les États à une course éperdue en faveur des gros investisseurs. Plus de 1 800 milliards de dollars vont et viennent chaque jour sur les marchés des changes à la recherche d'un profit instantané, sans rapport avec l'état de la production et du commerce des biens et services. Une telle évolution a pour conséquences l'accroissement permanent des revenus du capital au détriment de ceux du travail, la généralisation de la précarité et l'extension de la pauvreté.

Les conséquences sociales de ces évolutions sont encore plus graves dans les pays dépendants, les pays du sud et d'Europe de l'Est, qui sont touchés de plein fouet par la crise financière et soumis aux diktats des plans d'ajustement du F.M.I. Le paiement des dettes publiques oblige les gouvernements à abaisser au minimum les budgets des services sociaux et condamne les sociétés au sous-développement ; les taux d'intérêt beaucoup plus élevés que dans les pays les plus développés contribuent à détruire les entreprises nationales ; les mesures de privatisation et de dénationalisation sauvages se multiplient pour dégager les ressources exigées par les investisseurs.

Partout les acquis sociaux sont remis en cause. Là où il existe des systèmes de retraite, les salariés sont invités à les troquer contre un mécanisme de fonds de pension qui aboutit à soumettre un peu plus leurs propres entreprises aux seuls impératifs de la profitabilité immédiate, à étendre la zone d'influence de la sphère financière et à persuader les citoyens de l'obsolescence de rapports solidaires entre nations, peuples et générations alors même que la crise écologique exige à son tour le resserrement de ces solidarités. La déréglementation touche l'ensemble du marché du travail, avec comme conséquences la dégradation des conditions de travail, la montée de la précarité et du chômage, et le démantèlement des systèmes de protection sociale.

Au prétexte du développement économique et de l'emploi, les grands pays n'ont pas renoncé à signer un Accord multilatéral sur les investissements (AMI) qui donnerait tous les droits aux investisseurs et imposerait tous les devoirs aux États. Devant la pression de l'opinion publique et de la mobilisation militante, ils ont dû abandonner leur projet de négocier cet accord dans le cadre de l'OCDE, mais la discussion devrait reprendre dans le cadre de l'OMC. Dans le même temps les USA, mais aussi la Commission européenne, poursuivent leur croisade libre-échangiste en

poussant à la création de nouvelles zones déréglementées, au niveau continental ou intercontinental.

La plupart des engrenages de cette machine inégalitaire, entre parties du monde comme au cœur de chaque pays, peuvent encore être enravés. Trop souvent, l'argument de la fatalité se nourrit de la censure de l'information sur les alternatives. C'est ainsi que les institutions financières internationales et les grands médias (dont les bénéficiaires de la mondialisation sont souvent propriétaires) ont fait le silence sur la proposition de l'économiste américain James Tobin, prix Nobel d'économie, de taxer les transactions spéculatives sur les marchés des devises. Même fixée à un taux particulièrement bas de 0,1%, la taxe Tobin rapporterait près de 100 milliards de dollars par an.

Collectée, pour l'essentiel, dans les pays industrialisés, où sont localisées les grandes places financières, cette somme pourrait être utilisée pour des actions de lutte contre toutes les inégalités, y compris les inégalités entre sexes, pour la promotion de l'éducation et de la santé publique dans les pays pauvres, pour la sécurité alimentaire et le développement durable. Un tel dispositif s'inscrit dans une perspective clairement antispéculative. Il alimenterait des logiques de résistance, redonnerait des marges de manoeuvre aux citoyens et aux États et, surtout, signifierait que le politique reprend le dessus.

A cette fin, les signataires se proposent de participer ou de coopérer avec le mouvement international ATTAC pour débattre ensemble, produire et de diffuser l'information et agir en commun, tant dans leurs pays respectifs qu'aux niveaux continental et international. Ces actions communes ont pour but :

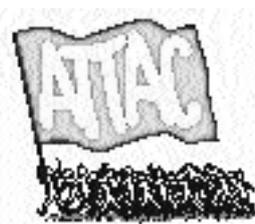
- d'entraver la spéculation internationale,
- de taxer les revenus du capital,
- de sanctionner les paradis fiscaux,
- d'empêcher la généralisation des fonds de pension,
- de promouvoir la transparence des investissements dans les pays dépendants,
- d'établir un cadre légal pour les opérations bancaires et financières ne pas pénalisant pas les consommateurs et les citoyens (les salariés des institutions bancaires pouvant jouer un rôle important dans le contrôle de ces opérations),
- d'appuyer la revendication de l'annulation générale de la dette publique des pays dépendants et l'utilisation des ressources ainsi libérées en faveur des populations et du développement durable, ce que beaucoup appellent le règlement de la " dette sociale et écologique ".

D'une manière générale, il s'agit :

- de reconquérir les espaces perdus par la démocratie au profit de la sphère financière,
- de s'opposer à tout nouvel abandon de souveraineté des États au nom du prétendu "droit" des investisseurs et des marchands,
- de créer, au niveau mondial, un espace démocratique.

Il s'agit tout simplement de se réapproprié ensemble l'avenir de notre monde.

Adoptée par l'assemblée constitutive du 3 juin 1998



ATTAC - www.attac.org

6, rue Pinel - 75 013 Paris - Tél: 01 53 60 92 40 - e-mail: attac@attac.org